



Algérie : la nouvelle donne économique

Le 15 octobre 2006

© MINEFI – DGTPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

Introduction

Grâce à une conjoncture pétrolière très avantageuse, l'Algérie connaît aujourd'hui une situation économique extrêmement favorable tant sur le plan interne qu'au niveau externe, malgré la persistance de fragilités structurelles.

Conscient des défis importants qu'il reste à relever, les autorités algériennes affichent une volonté réelle de faire aboutir le large programme de réformes lié à la transition vers l'économie de marché : l'objectif étant de profiter du choc pétrolier actuel pour renforcer la croissance et créer des emplois.

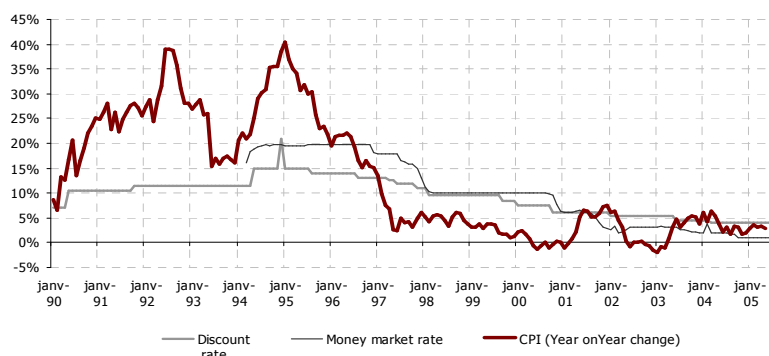
Une croissance soutenue

1/ Indicateurs internes : une croissance soutenue et stable

Le taux de croissance de l'Algérie a connu une amélioration constante ces dernières années, passant de 2,1 % en 2001 à 5,3 % en 2005, avec un pic de 6,8% en 2003. Les projections pluriannuelles associées à la Loi de finances pour 2005 tablent sur un taux moyen de 5,3 % par an sur la période 2005-2009. La croissance devrait se situer entre 5 et 6% en 2006, notamment grâce à un solde commercial toujours largement favorable et le chiffre de 5,2% chiffre a été retenu par la loi de finances pour 2007.

Malgré la présence de surliquidités liée en grande partie à l'abondance de ressources pétrolières, l'inflation est maîtrisée grâce au strict contrôle exercé par la Banque d'Algérie. Celle-ci procède à des reprises de liquidités régulières via les réserves obligatoires des banques et des appels d'offres hebdomadaires auprès des établissements financiers. Le Fonds de Régulation des Recettes – FRR¹, instauré en 2000, permet quant à lui la « neutralisation » d'une partie des recettes pétrolières. Le taux d'inflation en moyenne annuelle reste contenu sous la barre des 5% depuis 2000 : fin 2005, le taux d'inflation se fixe à 1,6% contre 3,6% en 2004. Sur le premier semestre 2006, il s'établit à 0,8%. La Loi de Finances prévoit prudemment 3,5% pour 2007.

¹ *Compte spécial du Trésor sur lequel sont épargnés les surplus de recettes pétrolières dans la mesure où le budget de l'Etat est construit sur un prix de référence de 19 USD le baril.*



La politique budgétaire expansionniste orchestrée depuis 2001 autour du Plan de Soutien à la Relance Economique – PSRE (6,9 Mds USD entre 2001 et 2004), suivi du Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance – PCSC (120 Mds USD étalés sur la période 2005-2009) contribue à soutenir la croissance : la demande publique permet ainsi de tirer vers le haut la contribution à la croissance des secteurs hors hydrocarbures. La valeur ajoutée dans les services a ainsi progressé de plus de 60 % en 5 ans, le BTP a, quant à lui, enregistré une croissance de 40% de sa valeur ajoutée.

Dans ce contexte de dépense publique, le solde budgétaire reste toutefois largement excédentaire grâce à l'abondance des recettes pétrolières, atteignant 12,7% du PIB en 2005 selon les estimations du FMI².

Enfin, sur le plan social, la courbe du chômage s'infléchit régulièrement, le taux de chômage pour 2005 s'élevant à 15,3% contre 29,5% en 2000 selon les données officielles. Le taux de chômage des moins de 30 ans reste néanmoins très élevé avec 75% de chômeurs en 2005 contre 73% en 2004.

2/ Indicateurs externes : des variables dopées par l'envolée des cours du pétrole

La situation du commerce extérieur algérien est également très encourageante avec un solde commercial positif s'élevant à 26,8 Mds USD en 2005 pour 46,4 Mds USD d'exportations totales (dont 45,6 Mds USD d'hydrocarbures).

Les recettes pétrolières atteignent 29,5 Mds USD au cours des sept premiers mois de l'année 2006 ; fin juillet, l'excédent commercial s'élève à 17 Mds USD, contre 13 Mds USD à la même date l'an passé (+ 30,8%). Les exportations totales devraient dépasser 50 Mds USD cette année et 55 Mds USD en 2007 avec des excédents toujours supérieurs à 20 Mds USD.

Les exportations du pays sont essentiellement constituées d'hydrocarbures, avec plus de 98 % du volume global, les exportations hors hydrocarbures (demi-produits, produits bruts et biens alimentaires) demeurant encore très marginales.

Les importations sont quant à elle dominées par les biens d'équipements industriels et agricoles et les produits destinés au fonctionnement de l'outil de production (plus de 60% du volume global), suivis par les biens alimentaires (près de 20%) et les biens de consommation non alimentaires (15%).

² Estimation FMI, "Staff Report for the 2005 Article IV Consultation"

Parallèlement, les autorités monétaires du pays mènent une politique de change conservatrice : le système de change est régi par une gestion administrée de la parité du dinar. Ainsi, malgré une nette amélioration des termes de l'échange, la Banque Centrale, poursuivant l'objectif principal de maîtrise de l'inflation, maintient un taux de change nominal sous-évalué, protégeant ainsi, dans un contexte de renforcement de la concurrence internationale, le secteur productif local.

Cette politique de change se traduit par une accumulation considérable d'avoirs extérieurs à la Banque Centrale : les réserves de change ont atteint le niveau record de 56 Mds USD fin 2005 (70 Mds USD fin août 2006). Elles devraient dépasser les 100 Mds USD en 2008.

Cette aisance financière a dans le même temps permis de réduire fortement la dette publique extérieure dont le niveau est passé de 20,3 Mds USD en 2000 à 15,5 Mds USD en février 2006. Le service de la dette a été ramené de 22,6% à 12,1% entre 2002 et 2005. Après l'annulation de la dette russe début 2006 (4,7 Mds USD) en échange de contrats commerciaux, l'Algérie a remboursé par anticipation les 850 M USD dus aux banques du Club de Londres et la quasi-totalité de ses dettes bilatérales vis-à-vis des pays membres du Club de Paris (6,7 Mds USD) ; la dette publique algérienne devrait tomber sous le seuil de 5 Mds USD fin 2006.

Quelques fragilités structurelles subsistent

1/ Une spécialisation de l'économie qui repose sur les matières premières

Les hydrocarbures représentent en 2005 98,3 % des recettes totales d'exportations à hauteur de 45,6 Mds USD, représentant près de la moitié du PIB et en accroissement de 38,9% par rapport à 2004, sous l'effet conjugué d'une augmentation des volumes exportés et de l'envolée des cours.

Outre la forte dépendance des recettes publiques au secteur des hydrocarbures en termes d'équilibre budgétaire, on peut également mettre en avant une dépendance indirecte mais importante de l'économie nationale vis-à-vis du secteur : la réinjection des recettes pétrolières par le biais de la dépense publique sous la forme de politiques de soutien et d'investissement permet à plusieurs secteurs importants de bénéficier des bienfaits de la rente pétrolière ; c'est le cas en particulier du BTP, de l'agriculture mais aussi du secteur bancaire via les « subventions d'exploitation » accordées aux établissements de crédit déficitaires.

2/ Un secteur bancaire encore convalescent mais en cours de modernisation

Le paysage bancaire algérien se caractérise par un secteur public dominant, constitué d'établissements spécialisés dans les différents secteurs de l'économie, et un secteur privé en développement qui lui est dominé par les banques étrangères. Les mécanismes de transition vers une économie de marché impliquent le développement d'un secteur financier capable de prendre le relais de l'Etat dans le financement de l'économie du pays : c'est l'objectif affiché par les autorités à travers (i) la modernisation des banques publiques et plus largement du secteur financier, (ii) l'essor du secteur privé qui passe par l'appui au développement du réseau de banques privées déjà implantées et la privatisation des banques publiques algériennes.

A cet égard, le cadre réglementaire est en constante amélioration et

tend désormais à s'approcher des standards internationaux. Plusieurs initiatives ont été menées afin d'améliorer les questions relatives aux modalités de supervision bancaire et de modernisation du système bancaire : deux chantiers de modernisation sont d'ailleurs actuellement menés par les autorités, la mise en œuvre de la compensation électronique et le développement de la monétique.

Toutefois, au-delà de ces efforts, le changement le plus urgent concerne les mécanismes de gestion interne des établissements financiers ; la législation ne pouvant avoir un impact immédiat, on peut espérer que le processus de privatisation du secteur, actuellement entamé à travers le projet de cession du *Crédit Populaire d'Algérie* attendu pour le 1^{er} trimestre 2007³, contribuera à une amélioration accélérée des pratiques bancaires et, plus généralement, de la qualité du service bancaire en termes d'allocation optimale des crédits à l'économie.

L'accélération des réformes et l'amélioration du climat des affaires

1/ Une multitude de réformes engagées

Le renforcement de la dépense publique constaté ces dernières années s'est accompagné d'un mouvement de rationalisation des choix budgétaires, engagé dans la Loi de finances 2004 et confirmé par l'instauration d'un programme pluriannuel de dépenses sur 2005-2009. Le gouvernement a engagé à cette occasion une stratégie financière qui intègre les contraintes budgétaires liées au soutien à la croissance par l'investissement public et la nécessité de consolider pour l'Etat les fruits de la croissance tout en minimisant la dépendance pétrolière. La fiscalité pétrolière voit sa part décroître depuis 2001 dans les recettes budgétaires et la fiscalité ordinaire représente désormais 36 % des recettes totales en loi de finances 2005, contre 29 % des recettes réalisées en 2001, ce qui est loin d'être négligeable si l'on prend en compte l'accroissement spectaculaire des recettes d'hydrocarbures depuis 2001.

En outre, des mesures importantes ont été prises au niveau de la réglementation concernant la promotion de la bonne gouvernance (cadre législatif renforcé), l'ouverture croissante sur le plan commercial avec la signature de l'Accord d'Association avec l'Union Européenne entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005, avant de finaliser les négociations relatives à l'adhésion prochaine du pays à l'OMC. Enfin, les autorités nationales sont encouragées par les observateurs internationaux à poursuivre leurs efforts dans le cadre du processus de transition vers l'économie de marché impliquant la privatisation des entreprises publiques.

2/ L'amélioration des perspectives de court et moyen terme

Après l'amélioration de la notation du risque moyen terme par les agences d'assurance-crédit de l'OCDE en 2005, la Coface a également opéré en janvier 2006 un reclassement de sa notation du risque court terme sur l'Algérie de B à A4. Cette appréciation du risque pays vient confirmer et renforcer la tendance à l'amélioration du climat général des affaires sur le territoire algérien.

Cette amélioration constitue un nouveau signe d'encouragement

³ Appel à manifestation d'intérêt lancé début octobre.

pour l'investissement étranger dans un contexte de stabilité politique et de conjoncture économique extrêmement favorable. D'autre part, les réformes entreprises par les pouvoirs publics en matière d'ouverture commerciale et de réglementation contribuent largement à renforcer les perspectives économiques. Lors de ses *Consultations 2005 au titre de l'Article IV*, le Fonds Monétaire International a revu à la hausse ses projections macroéconomiques pour les cinq années à venir, conséquence d'un cours du baril de pétrole en augmentation mais aussi des efforts réels déployés en termes de réformes structurelles.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique d'ALGER (adresser les demandes à alger@missioneco.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.

**Auteur :**

Mission Économique
Adresse : 25, chemin Abdelkader Gadouche
Hydra
ALGER 16000
ALGÉRIE
Rédigée par : Romain SAUDRAIS
Revue par : Patrick GAY

Version originale du 15/05/2006